

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuzen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen

I. SIMONIS

Nota

Zitting 2017-2018

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 592-1. Commissieverslag, nr. 592-2. - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 592-3.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 21 maart 2018.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/40093]

22 MARS 2018. — Décret portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement du 13 décembre 2017 déterminant les socles de compétences en langues modernes à l'issue du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire, les compétences minimales en matière de communication dans une langue moderne autre que le français à l'issue du deuxième degré de la section de transition ainsi qu'à l'issue de la section de qualification, lorsque l'apprentissage d'une langue moderne figure au programme d'études, les compétences terminales et savoirs requis en français à l'issue du deuxième degré de la section de transition ainsi qu'à l'issue de la section de transition

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Confirmation de l'arrêté du Gouvernement déterminant les socles de compétences, de compétences minimales et terminales*

Article 1^{er}. L'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2017 déterminant les socles de compétences en langues modernes à l'issue du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire, les compétences minimales en matière de communication dans une langue moderne autre que le français à l'issue du deuxième degré de la section de transition ainsi qu'à l'issue de la section de qualification, lorsque l'apprentissage d'une langue moderne figure au programme d'études, les compétences terminales et savoirs requis en français à l'issue du deuxième degré de la section de transition ainsi qu'à l'issue de la section de transition est confirmé.

CHAPITRE II. — *Procédure de dérogation limitée*

Art. 2. Tout pouvoir organisateur ou toute fédération de pouvoirs organisateurs organisant un enseignement subventionné par la Communauté française peut introduire une demande de dérogation aux socles de compétences, compétences minimales et terminales visés à l'article 1 du présent décret aux conditions et selon la procédure définies aux articles suivants.

Art. 3. Aucune dérogation ne peut avoir pour effet de porter atteinte à la cohérence du système éducatif, tel qu'il résulte de la mise en œuvre des principes constitutionnels en matière d'enseignement. Elle ne peut notamment avoir pour effet de porter atteinte à la qualité de l'enseignement, au contenu de base ou à l'équivalence des diplômes et certificats ou encore de restreindre la liberté des parents de changer leur enfant d'école l'année scolaire suivante.

Aucune dérogation ne peut être accordée à un pouvoir organisateur ou à toute fédération de pouvoirs organisateurs dont le projet n'aurait pas pour effet de garantir les droits et libertés consacrés dans la Constitution, la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que la Convention relative aux droits de l'enfant.

Art. 4. § 1^{er}. Dans la demande de dérogation, le pouvoir organisateur ou la fédération de pouvoirs organisateurs :

- 1° indique les modes d'apprentissage décrits dans les socles de compétences, les compétences minimales ou terminales visés par le présent décret dont il estime la définition trop contraignante pour lui laisser une latitude suffisante pour mettre en œuvre son propre projet pédagogique, en motivant en quoi chaque mode d'apprentissage restreint cette mise en œuvre;
- 2° décrit les modes d'apprentissage alternatifs qu'il entend mettre en œuvre;
- 3° justifie comment le remplacement qu'il opère respecte les conditions énoncées à l'article 3.

§ 2. La demande de dérogation précise les références exactes des suppressions et des insertions demandées. Une copie du projet pédagogique est jointe à la demande.

Sous peine d'être irrecevable, la demande de dérogation et ses annexes sont introduites, par envoi recommandé, auprès du Gouvernement, au plus tard six mois avant le début de l'année scolaire à partir de laquelle elle doit entrer en application.

Pour l'année scolaire 2018-2019, la demande de dérogation et ses annexes visées à l'alinéa précédent sont introduites, par envoi recommandé, auprès du Gouvernement, au plus tard le 1^{er} juin 2018.

Art. 5. § 1^{er}. Il est créé une commission chargée de donner un avis au Gouvernement sur les demandes de dérogation pour les référentiels visés à l'article 1.

Cette commission comprend :

- 1° l'Administrateur général de l'Enseignement ou son délégué, qui préside la commission;
- 2° un membre de la Commission de pilotage désigné par l'Administrateur général de l'enseignement;
- 3° un membre du service général de l'inspection désigné par le Gouvernement, sur proposition de l'Inspecteur général coordonnateur et un membre du service général de l'inspection pour chaque discipline visée par la demande de dérogation, désigné par l'inspecteur général coordonnateur;
- 4° le président et le vice-président du Conseil général de l'enseignement secondaire, sauf si l'un de ceux-ci est déjà membre de la commission à un autre titre auquel cas ledit Conseil général désigne un autre de ses membres;
- 5° deux à quatre experts universitaires ou de hautes écoles en pédagogie désignés par le Gouvernement;
- 6° deux représentants du Gouvernement siégeant avec voix consultative.

Le mandat des membres de la commission est gratuit.

La commission est convoquée par le président. La convocation contient l'ordre du jour.

La commission ne délibère valablement que si la moitié des membres sont présents. L'avis est émis à la majorité des membres présents. En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante.

Pour ce qui concerne les autres modalités de fonctionnement, la commission fixe son règlement d'ordre intérieur qui est soumis pour approbation au Gouvernement.

§ 2. Dès réception de la demande de dérogation, le Gouvernement la transmet, avec ses annexes, à la commission.

Dans un délai de deux mois, ne courant pas en juillet ni août, la commission transmet au Gouvernement un avis motivé sur :

- 1° le caractère nécessaire du remplacement de modes d'apprentissage eu égard à la mise en œuvre du projet pédagogique du pouvoir organisateur ou de la fédération de pouvoirs organisateurs;
- 2° le respect de l'article 3.

Le Gouvernement transmet l'avis de la commission au pouvoir organisateur ou à la fédération de pouvoirs organisateurs concerné par envoi recommandé. Le pouvoir organisateur ou la fédération de pouvoirs organisateurs dispose d'un délai d'un mois à dater de la réception de l'avis de la commission pour faire valoir ses observations. Lorsque le pouvoir organisateur ou la fédération de pouvoirs organisateurs n'a pas notifié ses observations dans les délais requis, la procédure est poursuivie sans qu'il soit tenu compte des observations tardives.

Art. 6. Au terme de la procédure visée à l'article 5, le Gouvernement prend une décision motivée sur la demande de dérogation. Si celle-ci est accordée, en tout ou en partie, le Gouvernement soumet à la confirmation du Parlement la dérogation accordée.

Si la dérogation est confirmée, elle est communiquée à la commission des programmes visée aux articles 17, 27 et 36 du décret du 24 juillet 1997 précité à laquelle le pouvoir organisateur ou la fédération de pouvoirs organisateurs communique le programme qu'il veut appliquer en fonction des dérogations obtenues.

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 7. Le présent décret abroge :

- 1° l'article 4 et l'annexe 4 du décret de la Communauté française du 19 juillet 2001 portant confirmation des socles de compétences visées à l'article 16 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre et organisant une procédure de dérogation limitée;
- 2° l'article 1^{er} et l'annexe I du décret de la Communauté française du 17 mai 1999 'portant confirmation des compétences terminales et savoirs requis en langues modernes, histoire et géographie à l'issue de la section de transition;
- 3° l'article 3 et l'annexe III du décret de la Communauté française du 30 mars 2000 'portant confirmation des compétences terminales et savoirs communs requis à l'issue de la section de qualification, les compétences terminales et savoirs requis en éducation physique à l'issue de la section de qualification et les compétences minimales en matière de communication dans une langue moderne autre que le français à l'issue de la section de qualification, lorsque l'apprentissage d'une langue moderne figure au programme d'études;
- 4° l'article 1^{er} et l'annexe I du décret de la Communauté française du 5 mai 1999 'portant confirmation des compétences terminales et savoirs requis en français, mathématiques et latin grec à l'issue de la section de transition.

Art. 8. Le présent décret entre en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 22 mars 2018.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse,
des Droits des femmes et de l'Égalité des chances,

I. SIMONIS

—
Note

Session 2017-2018

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 599-1. – Rapport d commission, n° 599-2 – Texte adopté en séance plénière, n° 599-3.

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 21 mars 2018.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/40093]

22 MAART 2018. — Decreet tot bekrachtiging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2017 tot bepaling van de eindtermen op het einde van de eerste graad van het secundair onderwijs betreffende de moderne talen, de minimale competenties inzake communicatie in een andere moderne taal dan het Frans op het einde van de tweede graad van de doorstromingsafdeling alsook op het einde van de doorstromingsafdeling, de minimale competenties inzake communicatie in een andere moderne taal dan het Frans op het einde van de kwalificatieafdeling, wanneer het aanleren van een moderne taal in het studieprogramma opgenomen is, de eindcompetenties en kennis vereist in het Frans op het einde van de tweede graad van de doorstromingsafdeling alsook op het einde van de doorstromingsafdeling

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bekrachtiging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de eindtermen op het einde van de eerste graad van het secundair onderwijs, de minimale competenties en de eindcompetenties*

Artikel 1. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2017 tot bepaling van de eindtermen op het einde van de eerste graad van het secundair onderwijs betreffende de moderne talen, de minimale competenties inzake communicatie in een andere moderne taal dan het Frans op het einde van de tweede graad van de doorstromingsafdeling alsook op het einde van de doorstromingsafdeling, de minimale competenties inzake communicatie in een andere moderne taal dan het Frans op het einde van de kwalificatieafdeling, wanneer het aanleren van een moderne taal in het studieprogramma opgenomen is, de eindcompetenties en kennis vereist in het Frans op het einde van de tweede graad van de doorstromingsafdeling alsook op het einde van de doorstromingsafdeling, wordt bekrachtigd.

HOOFDSTUK II. — *Procedure van beperkte afwijking*

Art. 2. Elke inrichtende macht of elke federatie van inrichtende machten die een door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs organiseert kan een aanvraag om afwijking van de eindtermen op het einde van de eerste graad van het secundair onderwijs, de minimale competenties en de eindcompetenties bedoeld bij artikel 1 van dit decreet, mits inachtneming van de voorwaarden en de procedure bepaald bij de volgende artikelen, indienen.

Art. 3. Geen enkele afwijking kan als uitwerking hebben dat de coherentie van het onderwijssysteem, zoals het uit de toepassing van de grondwetsbeginselen inzake onderwijs voortvloeit, in het gedrang zou worden gebracht. Ze kan niet tot gevolg hebben dat de kwaliteit van het onderwijs in het gedrang zou worden gebracht, alsook de basisinhoud of de gelijkwaardigheid van de diploma's en getuigschriften of als uitwerking hebben dat de vrijheid van de ouders om hun kind van school te veranderen gedurende het schooljaar beperkt zou worden.

Geen enkele afwijking kan aan een inrichtende macht of een federatie van inrichtende machten toegekend worden waarvan het project niet tot gevolg zou hebben de rechten en de vrijheden te waarborgen vervat in de Grondwet, het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden alsook het Verdrag inzake de rechten van het kind.

Art. 4. § 1. In de aanvraag om afwijking :

- 1° vermeldt de inrichtende macht of de federatie van inrichtende machten de leerwijzen beschreven in de minimale competenties of eindtermen bedoeld bij dit decreet waarvan ze acht dat de definitie te beperkend is om haar genoeg vrijheid te laten om haar pedagogische ontwerp te verwezenlijken, met verantwoording van elke beperking voortvloeiend uit iedere leerwijze;
- 2° beschrijft de inrichtende macht of de federatie van inrichtende machten de alternatieve leerwijzen die ze wenst toe te passen;
- 3° verantwoordt hoe de vervanging die ze wenst toe te passen de voorwaarden bedoeld bij artikel 3 in acht neemt.

§ 2. De aanvraag om afwijking vermeldt de exacte verwijzingen naar de afschaffingen en de inserties die aangevraagd worden. Er wordt een afschrift van het pedagogische project bij de aanvraag gevoegd.

Op straffe van onontvankelijkheid, worden de aanvraag om afwijking en haar bijlagen, per aangetekend schrijven, bij de Regering ingediend, ten laatste zes maanden voor het begin van het schooljaar vanaf hetwelk ze van toepassing moet zijn.

Voor het schooljaar 2018 – 2019, worden de aanvraag om afwijking en haar bijlagen, per aangetekend schrijven, bij de Regering ingediend, ten laatste op 1 juni 2018.

Art. 5. § 1. Er wordt een commissie opgericht belast met het uitbrengen van een advies aan de Regering over de aanvragen om afwijking voor de referentiessystemen bedoeld bij artikel 1.

De commissie bevat :

- 1° de administrateur-generaal van het Onderwijs of diens afgevaardigde, die de commissie voorzigt;

- 2° een lid van de Sturingscommissie aangewezen door de administrateur-generaal van het onderwijs;
- 3° een lid van de algemene inspectiedienst aangewezen door de coördinerend inspecteur-generaal en een lid van de algemene inspectiedienst voor elk vak beoogd door de aanvraag om afwijking, lid dat aangewezen wordt door de coördinerend inspecteur-generaal;
- 4° de voorzitter en de ondervoorzitter van de Algemene raad voor het secundair onderwijs, behoudens als een van deze al lid is van de commissie wegens een andere hoedanigheid in welk geval de genoemde Raad een ander lid aanstelt;
- 5° twee tot vier universitaire deskundigen of deskundigen uit hoge scholen die bevoegd zijn inzake pedagogie aangewezen door de Regering;
- 6° twee vertegenwoordigers van de Regering die met raadgevende stem zetelen.

Het mandaat van de leden van de commissie wordt niet bezoldigd.

De commissie wordt door de voorzitter bijeengeroepen. De oproeping bevat de agenda.

De commissie beraadslaagt enkel geldig indien de helft van de leden aanwezig zijn. Het advies wordt bij de meerderheid van de aanwezige leden genomen. Bij staking van stemmen, is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Wat betreft de andere nadere werkingsregels, bepaald de commissie haar huishoudelijke reglement dat aan de goedkeuring van de Regering wordt voorgelegd.

§ 2. Zodra de aanvraag om afwijking ontvangen wordt, zendt de Regering deze, met haar bijlagen, aan de commissie over.

Binnen een termijn van twee maanden, die tijdens de maanden juli of augustus niet loopt, zendt de commissie een met redenen omkleed advies aan de Regering over omtrent :

- 1° de noodzakelijke aard van de vervanging van sommige leerwijzen met betrekking tot de toepassing van het pedagogische project van de inrichtende macht of de federatie van inrichtende machten;
- 2° de inachtneming van artikel 3.

De Regering zendt het advies van de commissie over aan de betrokken inrichtende macht of de betrokken federatie van inrichtende machten bij aangetekend schrijven. De betrokken inrichtende macht of de betrokken federatie van inrichtende machten beschikt over een termijn van een maand vanaf de datum van de ontvangst van het advies van de commissie om zijn op- en aanmerkingen te laten gelden. Wanneer de betrokken inrichtende macht of de betrokken federatie van inrichtende machten haar op- en aanmerkingen niet binnen de vereiste termijnen heeft laten kennen, wordt de procedure voortgezet zonder dat er rekening wordt gehouden met laattijdige op- en aanmerkingen.

Art. 6. Op het einde van de procedure bedoeld bij artikel 5, neemt de Regering een met redenen omklede beslissing over de aanvraag om afwijking. Als deze laatste toegekend wordt, legt de Regering deze aan de bekrachtiging van het Parlement.

Als de afwijking bekrachtigd wordt, wordt ze meegedeeld aan de programmacommissie bedoeld bij de artikelen 17, 27 en 36 van het voornoemde decreet van 24 juli 1997 waaraan de betrokken inrichtende macht of de betrokken federatie van inrichtende machten het programma dat ze wenst toe te passen in functie van de verkregen afwijkingen meedeelt.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 7. Dit decreet heft :

- 1° artikel 4 en bijlage 4 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 19 juli 2001 tot bekrachtiging van de eindtermen zoals bedoeld in artikel 16 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren en tot organisatie van een procedure voor beperkte afwijking, op;
- 2° artikel 1 en bijlage I bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 mei 1999 houdende bevestiging van het referentiesysteem voor de eindvaardigheden en de kennis vereist voor moderne talen, geschiedenis en aardrijkskunde op het einde van de overgangsafdeling, op;
- 3° artikel 3 en bijlage III van het decreet van de Franse Gemeenschap van 30 maart 2000 tot bevestiging van de eindtermen en vereiste algemene kennis op het einde van de kwalificatieafdeling, de eindtermen en vereiste kennis inzake lichamelijke opvoeding op het einde van de kwalificatieafdeling en de minimale bekwaamheden inzake communicatie in een andere moderne taal dan het Frans, op het einde van de kwalificatieafdeling, indien het aanleren van een moderne taal voorkomt in het studieprogramma, op;
- 4° artikel 1 en bijlage I van het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 mei 1999 houdende bevestiging van het referentiesysteem voor de eindvaardigheden en de kennis vereist voor Frans, wiskunde en Latijn-Grieks op het einde van de overgangsafdeling, op.

Art. 8. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 22 maart 2018.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
I. SIMONIS

Nota

Zitting 2017-2018

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 599-1. - Commissieverslag, nr. 599-2. - In voltallige vergadering aangenomen tekst, nr. 599-3.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 21 maart 2018.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2018/40111]

22 FEVRIER 2018. — Décret modifiant le décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française, les 10^o, 11^o et 12^o sont remplacés par ce qui suit :

«10^o "Télévisions locales et fédération de télévisions locales : le secteur d'activités réglementé par le Décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels"

11^o "Ateliers de production et d'accueil : le secteur réglementé par le Chapitre 1^{er} du Titre VI du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, à l'exception des ateliers d'écoles visés à l'article 62, 3^o, et le Chapitre II du titre IX du Décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels pour ce qui concerne l'atelier de création sonore et radiophonique"

12^o "Point-Culture" : l'organisme agréé par l'arrêté royal du 7 avril 1971 fixant les conditions d'octroi de subventions à la Médiathèque francophone de Belgique et les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organismes régionaux et locaux assurant le prêt de moyens audiovisuels au service de l'éducation permanente, devenu "Point Culture" par modification de ses statuts du 5 juillet 2013.».

Art. 2. - A l'article 2 du même décret, le 9^o est remplacé par ce qui suit :

« 9^o Point-Culture. ».

Art. 3. A l'article 5 du même décret, les mots "La Médiathèque" sont remplacés par les mots "Point-Culture".

Art. 4. - A l'article 8 du même décret, le second alinéa est abrogé.

Art. 5. - L'article 11 du même décret, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 11. Par dérogation à l'article 10, 1^o, sont comptabilisables à l'article 9, 3^o, les emplois visés par les articles 186 à 193 de la loi du 12 août 2000 portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses et ses arrêtés d'exécution, pour autant que :

- 1^o) le travailleur soit mis à disposition d'une association reconnue en vertu de la réglementation sectorielle;
- 2^o) le travailleur relève du secteur d'activités pour lequel la demande de subvention est justifiée;
- 3^o) le groupement concerné relève de la commission paritaire pour le secteur socioculturel."

Art. 6. - L'article 12, § 2 du même décret est complété par un nouvel alinéa rédigé comme suit : "A titre dérogatoire, l'emploi de permanent tel que visé à l'article 9, 1^o, peut être classé- à l'échelon 3, dans le cas d'un remplacement lié à la suspension d'un contrat et dans le régime de travail de la personne remplacée, pour la durée de celui-ci et au plus pendant quinze semaines, par année civile et par association. Cet emploi de remplacement peut déroger à l'application de l'article 10, 2^o"

Art. 7. L'article 16, § 1^{er} du même décret est remplacé par ce qui suit : "§ 1^{er}. A partir de l'année 2016, sans préjudice de dispositions plus favorables prévues par la réglementation des secteurs d'activités énumérés à l'article 2, à l'exclusion des 5^o et 9^o, l'association bénéficie, par emploi équivalent temps plein visé à l'article 9^o, 1^o, d'une subvention fondée sur :

- a) 10 points de base;
- b) 4.75 points complémentaires.

Le Gouvernement peut augmenter, par équivalent temps plein le nombre de points complémentaires."

Art. 8. A l'article 16, § 2 du même décret, le premier alinéa est complété par les mots suivants : "sans préjudice du montant calculé à l'article 20, § 1^{er}, 8^o."

Art. 9. A l'article 16, § 2, 2^{me} alinéa du même décret, les mots « alinéa 2 » sont remplacés par les mots "alinéa 1^{er}".

Art. 10. A l'article 17, 2^o du même décret, le premier alinéa est complété par les mots suivants : "sans préjudice du montant calculé à l'article 20, § 1^{er}, 8^o."

Art. 11. A l'article 19, § 1^{er}, 2^{me} alinéa du même décret, les mots "la Médiathèque" sont remplacés par les mots "Point Culture".